

## À qui profite l'échange de prisonnier·es entre la Russie et l'Occident ?

*Terrae cognitae*, le bulletin d'information et d'analyse du Service d'Étude de l'Espace postsoviétique et des mondes slaves (SEPSOMS) de la Faculté de Traduction et d'Interprétation de l'Université de Mons

Numéro 1, le 1<sup>er</sup> août 2024

Autrice : Anne Delizée

Ce jeudi 1<sup>er</sup> août 2024 a eu lieu l'échange de prisonnier·es le plus important depuis la fin de la guerre froide. Vingt-quatre personnes incarcérées en Russie, Biélorussie, États-Unis, Allemagne, Pologne, Slovénie et Norvège, ainsi que deux mineurs accompagnant leurs parents, ont été échangées au terme de deux années de négociations secrètes.

La Russie et son alliée bélarusse ont libéré seize personnes, principalement des prisonnier·es politiques comme Vladimir Kara-Mourza\*. Le Kremlin a récupéré les deux enfants et huit adultes, principalement le tueur à gages Vadim Krasikov et des membres des Renseignements accusé·es d'espionnage\*\*.

L'échange est gagnant-gagnant. L'Occident a prouvé son soutien à l'opposition russe et fait sortir des geôles des personnalités d'envergure qui iront grossir ses rangs à l'étranger. Si celle-ci parvient à surmonter ses lignes de fracture, elle pourrait devenir un pôle de force rassemblant les voix dissidentes autour de personnes dont la légitimité a été rehaussée par le supplice subi derrière les barreaux, ce qui pourrait compenser leur perte d'influence à présent qu'elles ne sont plus sur le sol russe. En outre, l'échange a montré que si la diplomatie officielle est au point mort, les canaux d'informations et de négociations sont, eux, toujours ouverts ; cela augure quelques facilités lorsque l'heure sera aux pourparlers de paix. Enfin, ce succès est un point important gagné par le camp démocrate à quelques semaines de la présidentielle américaine. Quant à Moscou, elle a clairement fait savoir à ses agent·es que leur loyauté est payante et qu'elles et ils peuvent compter sur son soutien, même en cas d'échec de leur mission. Cela renforce certainement la détermination du réseau russe à l'étranger. De plus, Poutine a montré à son peuple qu'il était capable de clémence, ce qui était sans doute nécessaire après la mort d'Alexeï Navalny le 16 février 2024 dans une colonie pénitentiaire du Grand Nord, et la dégradation de l'état de santé de prisonnier·es comme Alexandra Skotchilenko et Vladimir Kara-Mourza en raison des conditions de détention inhumaines. Enfin, la pertinence du système ne se dément pas : le Kremlin peut continuer à écrouer ses opposants à tour de bras et à prendre des ressortissant·es étranger·es en otages – tels le journaliste américain Evan Gershkovich et le touriste allemand Patrick Schoebel –, il parviendra à les utiliser comme monnaie d'échange.

Alexeï Navalny n'a, hélas, pas survécu jusqu'à cette date historique. Et si seize femmes et hommes bénéficiant d'un large soutien international ont pu sortir de prison, c'est plus de mille personnes, le plus souvent des anonymes, qui sont actuellement incarcérées pour raisons politiques (OVD-Info). « Vous crucifiez la liberté, mais l'âme ne connaît pas de chaîne », inscrivait le dissident soviétique Iouli Rybakov sur le mur de la Forteresse Pierre-et-Paul à Leningrad en 1976. Le même appel au courage pourrait être gravé sur les murs du Kremlin en 2024. Mais qui dit crucifixion, dit résurrection...

\*Ont quitté la prison pour l'exil : **Lilia Tchanycheva**, **Ksenia Fadeeva** et **Vadim Ostanine**, membres de filiales régionales du Fonds de lutte contre la corruption (FBK) d'Alexeï Navalny, condamné·es à 9 ans de prison pour « création d'une association extrémiste » (9,5 ans pour L. Tchanycheva) ; **Alexandra Skotchilenko**, artiste, condamnée à 7 ans pour « fausses informations sur l'armée » parce qu'elle avait échangé des étiquettes de prix contre des messages anti-guerre dans un magasin ; **Alcou Kourmacheva**, journaliste de Radio Liberty, condamnée à 6,5 ans pour « fausses informations » après avoir participé à la publication d'un

livre de témoignages de Russes opposés à la guerre ; **Vladimir Kara-Mourza**, opposant politique, condamné à 25 ans notamment pour « haute trahison » après avoir dénoncé publiquement l'invasion de l'Ukraine ; **Ilia Iachine**, condamné à 8,5 ans pour « fausses informations sur l'armée » en raison de sa vidéo sur le massacre de Boutcha ; **Andrei Pivovarov**, condamné à 4 ans pour gestion d'une « organisation indésirable » soutenant l'engagement citoyen ; **Oleg Orlov**, co-président de l'organisation de défense des droits humains *Memorial*, condamné à 2,5 ans pour son article dénonçant le totalitarisme et le fascisme du régime poutinien ; **Rico Krieger**, condamné à la peine de mort au Bélarus pour avoir combattu dans le régiment bélarusse Kastous-Kalinowski aux côtés des forces ukrainiennes ; **Kevin Lik**, Russo-allemand de 19 ans, condamné pour « haute trahison » après avoir photographié des troupes russes dans le sud de la Russie ; les Américains **Evan Gershkovich**, correspondant du *Wall Street Journal*, et **Paul Whelan**, ancien Marine, condamnés à 16 ans de prison pour « espionnage » ; **Dieter Voronine**, politologue russo-allemand, condamné à 13 ans et 3 mois pour « haute trahison » après avoir été l'assistant du journaliste Ivan Safronov, lui-même accusé d'avoir collaboré avec les services secrets tchèques ; **Patrick Schoebel**, touriste allemand accusé de trafic de drogue pour possession de marijuana ; **German Moïjes**, juriste russo-allemand accusé de « haute trahison » pour avoir aidé des Russes à obtenir un permis de séjour dans l'UE.

\*\*Sont revenus en Russie : **Vadim Krasikov**, véritable enjeu de l'échange, officier des services spéciaux, condamné à la perpétuité en Allemagne pour le meurtre sous contrat, en 2019, de Zelimkhan Khangochvili, qui était un ancien commandant militaire considéré comme terroriste par le Service fédéral de Sécurité russe (FSB) pour avoir combattu dans les rangs des indépendantistes tchéchènes lors de la Seconde Guerre de Tchétchénie (1999-2009) ; **Pavel Roubtsov** et **Mikhail Mikouchine**, officiers du Renseignement militaire (GRU), ainsi que les époux **Doultsev**, membres du Service des Renseignements extérieurs (SVR), accusés d'espionnage ; **Vadim Konochtchenok**, colonel du FSB accusé d'avoir voulu acheter de la technologie militaire afin de contourner les sanctions ; **Roman Seleznev** et **Vladislav Kliouchine**, hackers condamnés pour piratage informatique et fraudes diverses.

Éditrice : Anne Delizée